



Plume du Monde

MAGAZINE

LE MAGAZINE QUI ÉCLAIRE LE MONDE



GUINÉE-BISSAU

UMARO SISSOCO EMBALÓ

LE PARI DU RETOUR

PEUT-IL RECONQUÉRIR LE POUVOIR ?

**L'ex-président veut briguer la magistrature suprême.
Éligibilité incertaine, opposition méfiante,
transition militaire : les obstacles à sa reconquête.**

Un retour politique sous conditions



Photo fournie par le lecteur. Date et crédit d'origine non communiqués.

L'ancien président veut reconquérir la magistrature suprême. Sa candidature doit encore franchir l'examen des instances compétentes.

Umaro Sissoco Embaló a annoncé son intention de participer à la présidentielle prévue le 6 décembre 2026. Renversé lors du coup d'État du 26 novembre 2025, il entend revenir dans la compétition. Selon APA, qui reprend ses déclarations à Jeune Afrique, il souhaite se présenter sous les couleurs de la Plateforme républicaine. [1]

L'annonce ouvre une séquence sensible : un ancien président chassé du pouvoir veut revenir par les urnes, tandis que les militaires qui l'ont remplacé organisent les élections.

Le point décisif est de distinguer le retour au pays, le dépôt du dossier et sa validation. La volonté de concourir ne constitue pas une admission officielle. Son retour est annoncé pour le 4 octobre, selon les informations rapportées par Reuters. [2]

Peut-il réellement être candidat ?



Photo fournie par le lecteur. Date et crédit d'origine non communiqués.

Une condition de résidence pourrait devenir l'un des principaux obstacles à sa participation.

Reuters rapporte que le nouveau cadre constitutionnel exige des candidats une résidence continue en Guinée-Bissau pendant les cinq années précédentes. L'agence précise que les conséquences de cette disposition pour Embaló, absent depuis le putsch, restent incertaines. [2]

Sans décision officielle ni clarification sur l'application de cette condition à son exil, il serait prématuré d'affirmer qu'il peut participer sans obstacle. Cette incertitude ne permet pas davantage de le déclarer déjà exclu.

Caution et signatures

L'Agence de nouvelles de Guinée indique une caution de 50 millions de FCFA, environ 76 000 euros, et au moins 10 000 signatures d'électeurs inscrits. La caution est perdue au profit de l'État si le candidat n'atteint pas 10 % des suffrages valides. Ces exigences rendent la préparation du dossier essentielle. [3]

La position des autorités militaires



Photo fournie par le lecteur. Date et crédit d'origine non communiqués.

Fernando Vaz, porte-parole du gouvernement de transition, a expliqué à RFI que les citoyens bissau-guinéens peuvent rentrer dans leur pays et exercer leur droit de candidature. Il a toutefois rappelé que les dossiers seraient examinés par les instances compétentes. [4]

Le général Horta N'Tam, président de transition, a lui aussi tenu des propos permettant le retour des citoyens. L'AFP le présente comme un proche d'Embaló et précise que la Charte de transition lui interdit de participer lui-même à cette présidentielle. [5]

Une ouverture publique, sans garantie électorale

Ces déclarations laissent ouverte la possibilité d'un retour. Elles ne prouvent ni un soutien électoral de l'armée à Embaló ni un accord destiné à le réinstaller au pouvoir.

Notre analyse : l'égalité de traitement des candidatures et la liberté de campagne seront des critères essentiels pour évaluer la neutralité de la transition. Les intentions de l'ensemble des responsables militaires ne peuvent pas être déduites des seuls propos de leurs porte-parole.

L'opposition redoute un déséquilibre



Photo fournie par le lecteur. Date et crédit d'origine non communiqués.

Domingos Simões Pereira, président du PAIGC, a réagi de manière critique. Interrogé par RFI, il souligne la suspension des activités politiques et estime que les conditions actuelles pourraient favoriser le retour d'Embaló au détriment de ses adversaires. [4]

Il s'agit de la position d'un dirigeant majeur de l'opposition. Elle ne doit pas être présentée comme une déclaration commune de tous les partis.

Le poids du scrutin interrompu

RFI rappelle que certains observateurs avaient soupçonné Embaló d'avoir organisé le putsch pour empêcher l'achèvement du processus électoral de 2025. Ce soupçon constitue une accusation, pas un fait démontré dans les éléments consultés. [4]

Notre analyse : la question de la confiance pèsera sur la compétition. Les garanties attendues concernent l'accès à la campagne, l'examen des dossiers selon des critères identiques, la transparence du vote et la proclamation des résultats.

Ses chances : des atouts à éprouver



Photo fournie par le lecteur. Date et crédit d'origine non communiqués.

Sa notoriété peut compter. Elle ne suffit pas à faire de lui un favori.

Notre analyse : Embaló dispose d'atouts potentiels, notamment sa visibilité et son expérience présidentielle. Son retour peut aussi mobiliser des fidèles et replacer sa personne au centre du débat politique.

Ces avantages doivent être éprouvés. Un candidat connu doit encore disposer de relais locaux, d'une organisation efficace et d'électeurs prêts à le soutenir. Sa capacité à convaincre au-delà de ses partisans sera déterminante.

Il devra répondre à une question difficile : pourquoi les citoyens lui confieraient-ils à nouveau le pouvoir après la crise ayant interrompu le précédent scrutin ? Son discours devra proposer une issue crédible à l'instabilité et répondre aux critiques sur son exercice de la présidence.

Les informations consultées ne permettent pas de chiffrer ses chances ni de le qualifier de favori. Sa participation reste à valider ; sa force électorale reste à mesurer.

Un scrutin qui dépasse un retour personnel

Trois conditions de réussite : une candidature validée, une mobilisation effective et des résultats reconnus.

Les militaires présentent la révision constitutionnelle comme un moyen de stabiliser les institutions avant les élections. L'opposition avait appelé au boycott du référendum. Le désaccord porte donc aussi sur les règles dans lesquelles le futur président exercera le pouvoir. [5]

Premier scénario : une candidature admise

Si le dossier d'Embaló est accepté, sa campagne devra transformer la visibilité du retour en soutien électoral. Une candidature validée lui permettra de concourir ; elle ne préjugera pas de sa victoire.

Deuxième scénario : un obstacle à l'éligibilité

Si la condition de résidence lui est opposée, le débat se déplacera vers l'application des règles et les voies de contestation disponibles. Sans décision des instances compétentes, ce scénario demeure une hypothèse.

Troisième scénario : une compétition contestée

Si les candidats ne disposent pas de conditions comparables, la légitimité du scrutin pourrait être fragilisée. La confiance dépendra de garanties vérifiables tout au long du processus, jusqu'à la proclamation des résultats.

Ces scénarios constituent notre analyse. Ils ne décrivent pas des décisions déjà prises. L'enjeu dépasse la reconquête d'un homme : il concerne la capacité à mener une compétition ouverte et un retour crédible au pouvoir civil.

Embaló a annoncé son ambition. Il lui reste à obtenir le droit de la défendre dans les urnes, puis à convaincre les électeurs. Son retour peut modifier les rapports de force ; il ne garantit encore ni sa participation ni sa victoire.

Sources et repères éditoriaux

[1] APA, 29 septembre 2026

Guinée-Bissau : Embaló annonce sa candidature à la présidentielle

[Consulter la source](#)

[2] Reuters, 29 septembre 2026

Ousted Guinea-Bissau leader to run in December election, source says

[Consulter la source](#)

[3] Agence de nouvelles de Guinée, 2 septembre 2026

Nova Constituição fixa caução de 76 mil euros para candidatura à Presidência da República

[Consulter la source](#)

[4] RFI, 29 septembre 2026, reprise sur AOL

Guinée-Bissau : l'ex-président Umaro Sissoco Embaló annonce sa candidature à la prochaine présidentielle

[Consulter la source](#)

[5] AFP, 28 septembre 2026

G.Bissau's ousted Embaló to return and run for president

[Consulter la source](#)

Note éditoriale

Informations arrêtées au 30 septembre 2026. L'annonce d'une intention de candidature ne vaut pas validation officielle. Les propos de l'opposition sont attribués à leur auteur. Les accusations concernant le putsch ne sont pas présentées comme des faits établis. Les perspectives et scénarios sont des analyses, pas des prévisions chiffrées.

Photographies : les cinq images fournies par le lecteur sont reproduites sans modification des visages et sans attribution de date ou de lieu non vérifiée. Crédit d'origine non communiqué.

Couverture : composition graphique à partir du portrait fourni.

Plume du Monde Magazine

Paris, France | Groupe P & Co

+33 6 26 11 92 31

plumedumondemagazine@gmail.com